

Le Petit Journal



Abonnements Lyon et Rhône

TROIS MOIS.... 5 FR.
SIX MOIS..... 9 FR.
UN AN..... 18 FR.

LYONNAIS

UN NUMÉRO: 5 CENTIMES

Abonnements Départements

TROIS MOIS.... 6 FR.
SIX MOIS..... 12 FR.
UN AN..... 24 FR.

Jeudi 22 Septembre 1870

LA GUERRE

Affaire de Vissous.

20 septembre, 4 h. du soir.

Une dépêche d'Orléans d'aujourd'hui nous donne de nouveaux détails sur l'affaire de Vissous qui a eu lieu le 19, dans le département de Seine-et-Oise.

Il s'agit d'une véritable bataille dont le résultat est très heureux pour nous.

Elle a eu lieu hier dans les plaines de Champlair.

Les Prussiens se sont retirés sur Montigny et sur Arpajon.

25,000 Français, massés devant cette ville, ont battu l'ennemi fort de 15,000 hommes environ.

Les Prussiens ont été mitraillés par nos batteries françaises et ont perdu beaucoup de monde.

Ils ont repassé la rivière (l'Essonne) et se replient sur un autre corps d'armée.

Nous faisons une observation au sujet de cette affaire que l'on vient de lire.

Elle porte qu'à Montigny 25,000 Français ont battu contre 15,000 Prussiens.

Environ, les premiers ayant tous les avantages de la position, puisqu'ils étaient abrités par la tour de Montigny.

Nous croyons qu'il y a là une erreur. Les Prussiens n'étaient évidemment pas nombreux, sans cela ils n'auraient pas osé se replier; ils ne nous ont pas permis de repasser la rivière.

Il est probable que l'ennemi a été battu sur ce point important.

Tours, 20 septembre.

Les voyageurs disent que les engagements de Vissous ont eu une importance capitale.

La bataille, masquée dans un bois, a coûté aux Prussiens des pertes considérables.

L'ARMÉE DE BAZAINE.

Un article de l'Univers qui a été si vaillamment hier par dépêche : l'armée est toujours à Metz, où il se maintient avec beaucoup de résolution.

Le 20 septembre, les Allemands ont attaqué le fort Saint-Quentin, de Metz; mais ils ont subi de grandes pertes. Nos troupes ont tenu l'ennemi à très-courte

distance, le laissant se flatter d'une surprise; puis tout à coup nous avons ouvert un feu épouvantable.

Nous avons vu des régiments dont les débris ne comptaient plus que quelques hommes. Aussi, pour la première fois depuis le commencement de la guerre, ils avouent leur défaite.

Le terrain est, dit-on, couvert de monceaux de cadavres. Soyez assurés qu'ils ne prendront pas Metz, ni par siège, ni par famine.

Je sais de source parfaitement sûre que la ville a du blé pour plusieurs semaines encore; la viande seule, sans manquer, est rare. L'état sanitaire est bon, malgré de nombreux blessés.

Thionville a encore bien plus d'approvisionnement que Metz, car il a tous ceux du corps d'armée de Ladmirault, qui les y a laissés après les batailles du 6 août. Mais malheureusement Thionville peut être bombardé, car il n'y a pas de forts avancés comme à Metz.

P. S. — Les Prussiens reconnaissent que treize de leurs régiments ont été massacrés devant Metz, à l'affaire de vendredi.

STRASBOURG

Tours, 21 septembre.

Une dépêche de Berne du 20 porte ce qui suit :

Le général de Werder refuse de signer de nouveaux sauf-conduits en faveur des Strasbourgeois, et menace la ville du bombardement, si elle ne se rend pas.

LES FRANÇAIS A BERLIN.

Nous faisons, en commençant, les réserves les plus expresses au sujet de cette nouvelle apportée à Lyon par un grand nombre de lettres arrivées de Belfort.

Ce sont les gardes mobiles qui écrivent à leurs parents et à leurs amis.

Ils affirment que cette nouvelle est donnée comme officielle en Suisse, et qu'une dépêche y a été affichée.

Les détails les plus circonstanciés sont les suivants :

Une armée de 40,000 Français aurait été débarquée sur les côtes de la Baltique et aurait traversé la Prusse à marches forcées et serait entrée.

Elle aurait délivré 22,000 prisonniers de l'armée de Sedan.

Les gardes mobiles de Belfort ajoutent que les Prussiens auraient précipitamment abandonné Mulhouse et Colmar; qu'à Mulhouse ils auraient été obligés de laisser cinq millions obtenus par réquisitions forcées.

Et, comme l'attention de Joséphine était ailleurs, il accepta le verre de vin, et poursuivit :

— Fameuse affaire! Augereau! Ney! J'avais empoigné un colonel prussien! Ce fut l'Empereur lui-même qui, détachant sa propre croix, avec une épingle à lui... Il avait une épingle!... Cré nom! Je la conserve comme une relique...

— Mon ami, dit en souriant Joséphine, les assiettes manqueront; va laver ta vaisselle.

Il y eut un geste de révolte, un regard de colère, mais qui s'éteignit aussitôt. Sa petite femme, toujours impassible, lui montrait l'arrière-boutique.

Le héros d'Austerlitz s'empressa de regagner son fourneau. A travers le vitrage, on le vit s'armer d'une grande lavette et s'escrimer contre la faïence en maugréant :

— Cré mille nom! Un vieux soldat d'Egypte!... Vainqueur de l'Europe coalisée... Tonnerre! si les Autrichiens me voyaient! Friedland! la Moskowa! la Bérésina! Lutzen! Champaubert! Waterloo! saerrr...

Et c'étaient des jurons, un fracas qui

Le devoir d'un journaliste est de recueillir tous les bruits, sauf à les soumettre à un contrôle sérieux.

Certes, nous ne mettons pas en doute la bonne foi des jeunes mobiles de Belfort; mais il nous semble que l'entrée d'une armée française à Berlin est plus qu'improbable.

Tout le monde sait qu'il n'y a pas eu de corps de débarquement sur notre flotte.

La guerre a été conduite avec tant d'imprévoyance par l'ex-empereur, que la flotte n'a servi à rien.

Au surplus, la Baltique est déjà impraticable à l'époque de l'année où nous sommes.

Jusqu'à preuve du contraire, nous tenons donc cette nouvelle comme apocryphe, en exprimant toutefois le désir ardent que l'événement nous donne tort.

Une armée française à Berlin, ce serait le salut de la France, le salut certain immédiat.

La guerre serait transportée sur le sol ennemi; les Prussiens abandonneraient Paris pour aller au secours de leur capitale; en se retirant, ils joncheraient de leurs cadavres les provinces qu'ils ont parcourues triomphalement.

Harcelés par les habitants, poursuivis par l'armée de Paris, qui les tiendrait l'épée dans les reins, obligés de tout abandonner, leurs fourgons, leurs batteries, leur matériel, ils se précipiteraient en pleine débandade.

Quel rêve! Hélas! Il faut revenir à la triste réalité. Paris est assiégé; la France fait appel à tous ses enfants pour un suprême effort.

Point d'illusion! Point de fausse joie! Luttons avec courage, avec énergie, et chassons les Prussiens.

LE 21 SEPTEMBRE

C'était hier un grand anniversaire que la République française doit fêter avec un patriotique recueillement.

Le 21 septembre 1792 fut installée la Convention nationale.

La France était à peu près dans la situation où nous la voyons aujourd'hui.

La Patrie était en danger. Des ennemis acharnés à sa perte se ruaient contre elle; la réaction guettait dans l'ombre l'occasion de bâillonner de nouveau ses grandes et nobles aspirations.

Une représentation nationale fut élue, et la Convention, prenant en main les des-

tinées de la nation, par des prodiges d'activité et d'énergie, assura le salut de la France.

Carnot organisa la victoire.

Les députés, animés de l'esprit révolutionnaire, qui implique la décision et la fermeté, décrétèrent l'ordre à l'intérieur et la résistance à l'ennemi.

Pour nous aussi le moment est critique, plus critique assurément qu'en 1792, car l'ennemi assiège la capitale; mais nous ne sommes pas des fils dégénérés.

Dans quelques jours, nous allons nous réunir dans nos comices; nous nommerons des représentants dignes du nom français; dans quelque ville qu'ils se réunissent, ils auront l'amour ardent de la patrie, et, grâce à leur vigueur patriotique, grâce à leur ascendant moral, la France sera sauvée.

A la veille de ce grand acte de la manifestation nationale, nous avons voulu rendre hommage à nos aînés de 1792.

C'est que nous savons que la France de 1870 est digne de marcher sur leurs glorieuses traces.

LA MISSION DE M. THIERS

Tours, 20 septembre.

M. Thiers a quitté Tours ce matin, partant pour Saint-Petersbourg.

Il verra M. de Beust à Vienne, en passant; mais il ne remplira de mission en Autriche qu'en revenant de Saint-Petersbourg.

Voici quel aurait été et quel serait encore le véritable caractère de la mission dont M. Thiers se propose de charger.

Le gouvernement français, en face de la situation grave de l'heure présente, s'est préoccupé de deux soins : le soin de mettre le pays en état de défendre son territoire, jusqu'au bout et avec succès, et le soin de lui chercher des alliés.

Il est assurément difficile d'improviser des alliances.

Un des crimes du gouvernement tombé est de n'avoir pas su assurer à la France, en Europe, un système d'alliances pouvant, dans des circonstances comme celle-ci, lui porter aide. Forcé de réparer la faute commise, à la hâte, et sans avoir pleinement le choix des moyens, c'est à la Russie que le Gouvernement français a dû songer : ce serait tout à la fois la plus efficace et celle qu'il serait le plus

Jeudi 22 Septembre 1870

LE GÉNÉRAL

(Suite)

Le gargarisme se remplissait; presque toutes les tables étaient couvertes.

Il ne savait plus auquel enlever la soupe par-ci, distiller un frottement par-là, mais en grommelant sous sa moustache. Il avait sur les lèvres deux interruptions de sa despotisme.

Il se pencha vers la seconde table le regardant et soit commisération, soit curiosité, il l'arrêta au passage dans son tour.

— Halte! halte! l'ancien! Trinquons, nous!... C'est à Wagram, n'est-ce pas? vous avez été dé-

— Non, ce fut à Jena, répondit Domi-

rappelait le bruit des galets roulés par les vagues.

De temps en temps, pour conjurer cette tempête, Joséphine frappait un petit coup sec sur son comptoir, ou bien disait :

— Tu sais qu'on t'entend!... Trois haricots de mouton, trois!... Que désire monsieur? un bouillon... Dominique, un bouillon pour le 9.

— A la table qui portait ce numéro venait de s'asseoir un grand vieillard, enveloppé, malgré la saison, dans un carrik grisâtre qui lui remontait jusqu'aux oreilles. Son chapeau à larges bords, était enfoncé jusqu'aux yeux, que masquaient des lunettes vertes. On ne distinguait de son visage qu'un nez en bec d'aigle, une barbe blanche.

Et jetant quelques pièces d'or sur le comptoir, il disparut.

Dominique se débarrassa vivement de son tablier, s'élança sur les traces du vieillard.

Vainement Joséphine voulait admonester, rappeler son mari. Il ne l'entendit même pas; il avait reconnu son général.

V

Une voiture attendait à quelques pas de là sur le quai.

Simon fit monter Dominique à l'arrière de lui.

— A l'hôtel! cria-t-il au cocher.

Les chevaux partirent au grand trot. Le grenadier s'était assis sur le bancquette de devant, il avait saisi les deux mains du général, il les couvrait de baisers et de larmes.

— Cré nom! balbutiait-il en même temps, le retour de l'île d'Elbe ne m'a pas causé tant de joie! C'est vous! c'est bien vous! Mais dites-moi donc mon général, que ce n'est pas un rêve!

Calme-toi, répondit le vieillard. Pourquoi cette surprise?... Ne m'as-tu pas envoyé le signe de ralliement dont nous étions convenus.

— Fectivement... Mais il y a deux ans, nées de cela... Je vous croyais mort, et pour de bon cette fois.

— J'étais à l'autre bout du monde. Il a fallu du temps pour que la lettre me parvint, pour qu'on me permit de reprendre ma liberté.

facile d'obtenir. L'obstacle à l'alliance de la France et de la Russie est dans la politique de la France en Orient, qui a été consacrée par la guerre de 1854 et le traité de Paris de 1856.

Cette politique, suivie par nous de concert avec l'Angleterre, sert au moins autant les intérêts de celle-ci que les nôtres. Point de doute que si le Gouvernement français était disposé à rompre avec la politique anglaise en Orient et à lui ouvrir à la Russie le chemin de Constantinople, le cabinet de Saint-Petersbourg ne fût prêt à donner en ce moment à la France pour prix de cette concession, un efficace appui. C'est cette réflexion que M. Thiers est allé, si nous ne nous trompons, suggérer aux hommes d'Etat d'Angleterre, et nous avons tout lieu de croire qu'à l'heure présente elle a déjà produit un effet utile à la politique française.

La Russie, près de laquelle M. Thiers doit se rendre, est tout à fait disposée à profiter des ouvertures qui lui seraient faites par le Gouvernement français, et on ne serait pas étonné que, si les choses suivent leur cours dans cette direction, les États-Unis ne prissent, dans les affaires d'Europe, à notre profit, un rôle dont M. Washburn avait eu le tort de faire, il y a quelques jours, trop prématurément supposer l'importance.

LE SIÈGE DE PARIS

La liste à peu près complète des points d'attaques allemandes ont été aperçues dans un rayon de 40 à 50 kilomètres autour de Paris.

Ouest. — Pierrelaye, Conflans.
Est. — Senlis, Chantilly.
Nord. — Crespy, Nanteuil, le Plessis, St-Genest, Dammartin.
Est. — Meaux, Lagny, Nogent-sur-Marne, Noisy-le-Grand, Créteil.
Sud-Est. — Melun, Guignes, Brunoy.
Sud. — Corbeil, Soissy, Villeneuve-St-Georges, Athis-Mons, Ablon.
Sud-Ouest. — Clamart, Versailles.
Ouest. — Montlhéry, Arpajon. Mais ces points ont été occupés qu'à la suite du succès, sur lequel nous donnons des détails reçus par de récentes dé-

Les éclaireurs à cheval volontaires (betti), a fait un brillant début.

Dans une reconnaissance au-dessus du fort de Charenton, il s'est heurté aux hussards prussiens; l'affaire a été chaude. Deux hussards sont restés sur la place. La charge a eu lieu; pas un coup de feu n'a été tiré.

Les éclaireurs, un adjudant M. de Maréchal, blessé de trois coups de sabre, et M. de Kergariou, a reçu deux coups de tête.

Le commandant Franchetti qui dirigeait la reconnaissance, assisté du capitaine Benoît-Champet et du sous-lieutenant Simonne.

À leur entrée à Paris, la foule a fait une ovation aux éclaireurs.

Les uhlans continuent autour de Paris les attaques audacieuses qu'ils n'ont cessé de faire depuis l'entrée des Prussiens en France.

Ils sont partout, et surtout ils font des déprédations, insolents et hardis, quand ils sont en force, lâches et fuyards quand on leur oppose une vigoureuse résistance.

Aux alentours de Paris, ils ont de rudes adversaires. Ce sont les éclaireurs et les corps francs.

Nous avons signalé déjà plusieurs rencontres heureuses pour nos armes. Bien certainement les faits de ce genre ne nous feront pas défaut. Les intrépides défenseurs de Paris ont à peine commencé à préparer des matériaux aux historiens au jour du jour du siège de Paris.

La défense de Paris a obligé à de bien cruels sacrifices.

Indépendamment des bois, des maisons, des ponts, des routes qu'il a fallu brûler, détruire, on a dû anéantir des récoltes qu'il a été impossible de rentrer dans Paris, pour les soustraire à l'ennemi.

On assure que 2,000 meules de blé ont été détruites; elles représenteraient une valeur de plus d'un million.

Chose inouïe, il existe un millionnaire français qui possède, au milieu de la vallée de Montmorency, une très-belle maison de campagne.

Voici ce qu'a imaginé ce personnage pour garantir sa propriété des atteintes des Prussiens.

La maison en question, aujourd'hui désertée par son maître, a été au préalable pourvue de tout ce qui peut plaire à des soudards. Il y a du vin dans les caves, des draps blancs aux lits, des volailles dans la basse-cour, voire même des bougies aux flambeaux.

En se trouvant bien là, s'est dit le propriétaire, les Prussiens ne songeront pas à brûler la maison.

Vous savez le trait d'un Romain de la décadence qu'un César faisait tuer, afin de s'emparer de sa demeure : « Ma belle maison d'Albe m'a perdu. »

La belle maison du propriétaire de Montmorency l'aura déshonoré.

Arrestation du maréchal Vaillant.

Plusieurs journaux ont parlé de ce fait sans donner de détails. Nous avons voulu savoir dans quelles circonstances elle s'est produite avant de parler de l'arrestation d'un maréchal de France; et voici ce que nous apprend *Paris-Journal* :

Samedi, vers quatre heures et demie du soir, un bruit s'est répandu dans Paris avec une rapidité foudroyante : le maréchal Vaillant, membre de l'ancien comité de défense, venait d'être arrêté.

Voici les détails que nous avons pu recueillir sur ce fait étrange :

M. Vaillant, porteur d'un permis de circulation, était à Vincennes, en train de lever les plans des nouveaux ouvrages ajoutés récemment aux fortifications de Paris.

Il avait à ses côtés un individu qu'on a supposé être un officier prussien. Les soldats de garde ont cru voir dans le maréchal un agent du roi Guillaume; un zouave l'a arrêté, ainsi que son compagnon, et tous deux ont été mis dans une voiture qui a pris la route de Paris.

Un capitaine de la garde nationale est monté sur le siège à côté du cocher, et un peloton de gardes nationaux a entouré la voiture.

Il était trois heures environ lorsque ces faits se sont accomplis.

En arrivant sur la place de la Bastille, la foule exaspérée a voulu s'emparer du maréchal; mais M. Garnier-Pagès, qui passait par hasard, est monté à côté des prisonniers, et les a pris sous sa protection.

Ils ont été conduits à l'Hôtel-de-Ville, et de là au Louvre, où réside le général Trochu.

Rue de Rivoli, en face du jardin de la tour Saint-Jacques, on a tenté de nouveau de s'emparer de M. Vaillant; les gardes nationaux ont dû croiser la baïonnette. Au même moment, deux individus se sont mis à crier : Vive l'empereur ! Ils ont été immédiatement arrêtés.

Arrivés à la résidence du général Trochu, le maréchal et M. Garnier-Pagès, toujours entourés des gardes nationaux, sont descendus de voiture.

Le public couvrait la rue de Rivoli et la place du Palais-Royal, demandant à grands cris la prompte exécution de M. Vaillant.

M. Garnier-Pagès a calmé l'effervescence en disant que s'il y avait des coupables, ils seraient punis sévèrement.

Le général Trochu était au mont Valérien lorsque sont arrivés MM. Garnier-Pagès et ses deux compagnons. Il n'est rentré que dans la soirée.

Nous demandons que la lumière se fasse sur ce fait étrange, autant dans l'intérêt de tous que dans l'intérêt du maréchal Vaillant.

Si le maréchal a trahi, plus sévèrement que tout autre il doit être puni.

Mais il m'est semblable qu'un maréchal de France qui, ayant en sa possession depuis de longues années les plans de Paris, viendrait encore une fois, à la dernière heure, les lever en compagnie d'un espion prussien, ne pourrait être un traître, mais un fou, que ce ne serait pas à Vincennes, mais à Charenton qu'il faudrait le conduire.

LA FRANCE NE PÉRIRA PAS

Aux désastres si rapides, si inattendus, si inouïs, qui viennent de frapper notre Patrie bien aimée, il est des cœurs, même vaillants, qui ont douté un instant des destinées du pays, qui ont faibli dans leur espérance, dans leur foi en la France. Qu'ils ne se découragent pas; la France ne périra pas, la France ne peut pas périr.

Notre pays est trop nécessaire à l'humanité; il représente trop bien toutes les expansions généreuses de l'esprit humain; il a trop contribué à répandre dans le monde les idées de liberté, de justice, de droit, pour que sa place puisse lui être ravie sans que le monde entier n'en souffre.

Jusqu'ici nous avons été vaincus, mais la lutte finale est à peine commencée, et, dussions-nous succomber, il ne faudrait pas désespérer. Le monde n'appartient pas à la force, il appartient à l'idée, et c'est par elle que nous serons toujours à la tête des peuples.

Courage donc! Que la France entière soit derrière Paris, que chacun soit prêt à marcher, prêt à tout donner pour le

salut de la Patrie, et l'ennemi est encore à nous.

Ce n'est pas la première fois que notre chère et grande Patrie se trouve en face d'une cruelle épreuve. Dans le passé aussi les désastres ont parfois menacé sur elle d'une façon inouïe; elle a toujours su en sortir au bord de l'abîme.

Mais son génie veillait sur son sort, et l'a chaque fois relevée, et l'a agrandie.

Au quinzième siècle, sous Charles VII, l'étoile de la France semblait totalement obscurcie.

Comme aujourd'hui, l'Etranger avait envahi ses plus belles provinces.

Les Anglais occupaient le pays, les lois et la justice étaient dans Paris au nom du roi.

Oui, Paris était pris.

Il ne restait au malheureux roi Charles VII que quelques provinces fidèles, car la France d'alors n'était pas une nation unie qu'aujourd'hui.

Retiré avec sa cour à Bourges, Charles VII luttait avec peine contre l'Etranger.

Tout semblait perdu. Que fallait-il pour un bime?

Légendaire ou historique, apparaît la figure d'une jeune fille.

Jeanne d'Arc se dresse devant l'ennemi avec ses visions, sa foi, son courage et son oriflamme.

Charles le faible devint Charles le victorieux.

Et bientôt l'ennemi fut comme elle disait dans son langage : « bouté hors de France. »

Plus près de nous, ce coûteux et brillant règne de Louis XIV, des revers cruels aussi avaient menacé le pays d'une ruine totale.

C'était au commencement du dix-huitième siècle.

Le roi, déjà vieux, s'était engagé dans la guerre de succession, qui avait épuisé la France, comme l'indiquent son nom.

Les défaites succédaient au succès, une dernière armée en Flandre, ment, couvrait encore Paris, le prince Eugène, qui commandait l'ennemi. Elle fut battue, la capitale était menacée, la cour et le royaume étaient frappés de terreur; le vieux roi, si longtemps victorieux, reçut le conseil de se retirer derrière la Loire...

Tout semblait perdu quand vint la bataille de Denain, et releva la fortune de la France.

Les désastres de 1814 et de 1815 sont trop près de nous pour qu'il faille les oublier.

Deux fois l'Europe nous — ou plutôt contre nous — a été insatiable qui disposait des destins de

encore prisonnier, malheu-

« Oh, j'étais puissant, je suis riche. Maintenant, mon pauvre Dominique, pourquoi ce rictus, cette cantine ?... »

Le grenadier releva fièrement la tête :

Quant à ça, mon général, je n'en ai pas à me plaindre... Ni Joséphine non plus. Si nous voulons gagner de l'argent, ce n'est pas pour nous.

« Pour qui donc ? »

Dominique tortilla sa moustache, et répondit :

« C'est mon secret. »

« Si fit Simon, je serai plus content. Voici mon histoire : J'avais rejoint quelques compagnons d'armes. L'occasion se présenta de passer en Asie, au service de la Perse, qui se défendait alors contre les envahissements de la Russie. On battit les Russes, c'était presque une victoire encore pour la France, c'était pour nous la revanche de 1812. Par nous, l'armée persane fut organisée à l'euro-

nous écrasa. Au prix de quelques provinces, la paix fut conclue. D'autres ennemis, les Tartares, menaçaient ma seconde patrie. Je me retournai contre eux. Il y a six mois, lorsque ta lettre m'arriva, je bataillais encore sur les confins de la Chine. J'en finis d'un dernier coup, n'aspirant plus qu'à revoir ma fille... et sa mère ! Vainement on a voulu me retenir. Elles avaient besoin de moi. J'ai tout quitté. Me voici... Il va sans dire, mon vieux Dominique, que je t'apporte ta part. »

« Ma part ? répéta le soldat, étonné. Le général tira de sa poitrine un vieux mouchoir de coton. »

« Oublie-tu, dit-il, le boursicot qui était là dedans, que tu glissas dans ma poche. C'est grâce à cet argent que j'ai reconquis la fortune. J'acquitterai ma dette. Mais nous causerons de cela plus tard. Elles d'abord ! Parle-moi d'elles ! »

Mais la voiture, en ce moment, arrivait à l'hôtel Menrice.

L'appartement de Simon était au premier étage. Un nègre, vêtu du costume oriental, attendait son maître, et le débarrassa du carrik, il lui passa la lon-

gue kaba persane, il lui présenta le bonnet d'astrakan. Puis, sur un signe, il se retira.

« Qui reconnaîtrait ainsi le général Simon ! murmura Dominique. »

« Le général Simon est mort, dit le vieillard; je suis le nasakchi Darius-Abbas. »

Et, l'invitant à s'asseoir, il s'assit lui-même, il l'écouta.

« Pendant quatorze ans, commençait le grenadier, aucune occasion ne se présentait de vous donner l'alarme. Tout allait bien, Mlle Emiliane, votre fille, grandissait en beauté comme en bonté. Tout le monde dans le pays l'adorait et l'aimait. Elle était heureuse, et sa sœur aussi. »

« Sa sœur ? murmura douloureusement Simon. »

« Oui... fit Dominique avec une certaine hésitation; la comtesse a maintenant une seconde fille... Mlle Zoé... Ah ! mon général, il faudra la protéger aussi, celle-là... Ce sont bien les deux sœurs !... Un ange comme l'autre !... Et si vous saviez comme elles s'aiment toutes les deux !... »

« Continue, dit le vieillard. »

« Sous le rapport de l'ex-caporal, les choses n'allaient pas bien. Le comte avait la bas des mines des forges, une grande mine, et le monde gagnait gros. »

« Mais la comtesse était malade. On parlait d'embaras, de la révolution, tout s'arrêtait. La comtesse, comme un malheur ne vient jamais seul : un incendie dévora l'usine et le château. La comtesse et ses deux filles trouvèrent surprises, enveloppées par les flammes. Moi, je me chargeai de Mlle Emiliane... Oh ! faut pas m'en remercier, mon général, c'était ma consigne. »

« Mais la comtesse ! »

« Elle avait voulu rester la dernière, exigeant que son mari sauvât d'abord leur fille. Comme il importait à son cœur la mère, un pan de mur s'écroula, la comtesse se vit tous les deux. Lorsqu'on parvint à la dégager, le comte était mort, la comtesse était aveugle. »

« Aveugle ! O non ! Dieu ! s'écria Simon, mon qui, dans ses mains, se cachait le sage. »

Charles Deslys. (La suite à demain)

pays, — deux fois l'Europe coalisée entra en France, et pourtant la nation sortit de ces épreuves pour se relever aussi glorieuse, aussi puissante, aussi libre que jamais.

Et que la France a fait tant de fois dans le courant de ses destinées, elle le fera encore.

Ce que la France monarchique a accompli, la République l'accomplira bien plus sûrement, elle qui donne à la nation à l'indivision ce ressort puissant, inconnu aux régimes déchus.

La République arrachera la patrie à l'étranger ou l'a jetée en régime énervant, indigne d'une grande nation.

ses enfants soient bien convaincus que d'eux dépend le salut, l'avenir.

Mais dans une même et glorieuse pensée, qu'ils se lèvent, déterminés aux derniers sacrifices, et l'ennemi devant une manifestation unanime d'une grande nation, l'ennemi réfléchira avant d'entreprendre une lutte suprême qui peut être sa perte, qui sera notre salut.

La France ne périra pas... La France ne peut pas périr.

L. MAUREMONT.

LE PREMIER PRISONNIER PRUSSIE A PARIS

Mercredi, à deux heures et demie de l'après-midi, une grande animation s'est produite sur la place de l'Horloge, devant la préfecture de police. Des gardes nationaux escortant un caillou à quatre roues et entourés d'une foule considérable, se sont présentés, amenant un prisonnier prussien. Derrière la voiture se tenait un homme monté sur un cheval de cavalerie. Voici dans quelles circonstances cette capture a été faite.

À vers neuf heures et demie, M. V., cultivateur, se trouvait, avec trois de ses camarades, dans un village du département de Seine-et-Marne, sis à 27 kilomètres de Paris. Il conduisait un camion destiné au transport des approvisionnements de céréales qu'il était chargé d'aller prendre dans une ferme, pour les transporter à Paris. Au moment où il pénétrait dans ce village, la plupart des habitants, informés de la présence des uhlans, s'enfuyaient en disant : « Les voilà ! les voilà ! » Bientôt M. V. aperçut dans la rue où il se trouvait trois cavaliers prussiens qui s'avançaient vers lui. Il dit aussitôt à ses compagnons : « A nous quatre, nous pouvons bien venir à bout de ces gaillards-là. » L'un des cavaliers ennemis descendit de son cheval et s'avança en disant : « Tubac ! tubac ! » M. V. lui répondit qu'il n'y en avait pas dans le pays. Le cavalier reprit : « Schnapp ! schnapp ! » M. V. lui indiqua un cabaret voisin.

Le cavalier prussien remonta sur son cheval et se dirigea vers ce cabaret, après avoir armé son revolver. M. V. recommanda tout bas à ses compagnons de le seconder : l'un devait arracher au soldat sa carabine pendant que l'autre lui ferait la bride du cheval et qu'un troisième lui enlèverait le cavalier. Celui-ci étant arrivé à la porte du cabaret, un des paysans français, qui se trouvait dans la boutique, puis en ressortit en prenant un verre d'eau-de-vie au Prussien. Celui-ci le prit et s'apprêtait à boire, lorsqu'un des paysans lui arracha sa carabine, l'autre saisit la bride du cheval et M. V., saisissant le cavalier à bras-le-corps, le renversa de son cheval et le jeta sur son camion, où, aidé de ses camarades, il le garrotta.

Tout cela fut fait dans l'espace de quelques secondes. En voyant ce qui se passait, les deux autres cavaliers ennemis, qui étaient restés à quelque distance, s'enfuirent au galop. M. V. monta sur le cheval du prisonnier et se dirigea vers Paris avec son camion, sur lequel le Prussien était toujours attaché. A une heure il arrivait à la porte de Flandres. Là, les gardes nationaux firent monter le prisonnier dans un camion à quatre roues, formèrent un peloton et se dirigèrent vers la préfecture de police, où, comme nous l'avons dit, ils arrivèrent à deux heures et demie.

Le cavalier, ainsi fait prisonnier, est un hussard prussien dont l'uniforme vert, à brandebourgs jaunes, ressemble assez à celui des guides. C'est un tout jeune homme à figure régulière et imberbe. On a trouvé sur lui des journaux de Paris, publiés dans la matinée, et dans les fontes de sa selle un couvent d'argent. Il parle assez bien français, et pendant qu'il était attaché sur le camion il se vantait d'être venu à Paris, il y a quelques jours, sous un costume non militaire. « Eh bien ! dit M. V., vous n'y rentrerez pas de la même façon. » Le hussard prussien a été écroué au dépôt de la préfecture de police. Le

cheval a été placé momentanément dans les écuries de la préfecture.

M. V... a été vivement félicité pour son courage, sa hardiesse et sa présence d'esprit. Nous ne donnons pas son nom pour ne pas le désigner aux représailles de l'ennemi ; mais, si beaucoup de citoyens imitaient son exemple, l'audace des uhlans et des coureurs ennemis ne serait pluss grande.

NOUVELLES GÉNÉRALES

Les nouvelles d'Allemagne disent que la circulaire de M. Jules Favre aux représentants de la France à l'étranger a été favorablement accueillie.

Beaucoup de bruits fâcheux ont circulé sur le sort des fonds de la trésorerie de l'armée de Mac-Mahon. Nous croyons savoir qu'au moment de la capitulation de Sedan et avant l'entrée de l'ennemi, les payeurs des différentes caisses, ayant réuni à eux tous cinq millions environ ont cru tout d'abord devoir brûler cinq cent mille francs en billets de banque. Ils ont ensuite distribué l'argent, payant rotamment aux officiers la dernière quinzaine de leur traitement de juillet encore impayé, le mois d'août et la première quinzaine de septembre. Les Prussiens n'ont trouvé dans toutes nos caisses que cent quatre-vingt-dix mille francs.

Le commandant du génie de Foucauld, prisonnier, vient de s'échapper grâce à un trait d'audace. Amené à Pont-A-Mousson, il se déguise en bon bourgeois de la ville, se rend chez le général prussien commandant de place et lui dit : « Je suis un habitant du pays, et voudrais bien aller voir mon frère à Nancy, ville régie par l'autorité prussienne. Donnez-moi un sauf-conduit. Le naïf général le lui remet. M. de Foucauld gagne ainsi Nancy et de là s'échappe et parvient à Paris.

Une dépêche de Tours, du 20 septembre, nous apporte une triste nouvelle.

A quatre heures du matin une rencontre de deux trains a eu lieu à Plessis, près Tours.

Onze voyageurs ont été tués, parmi lesquels M. Jules Duval, rédacteur du *Journal des Débats*, économiste distingué.

Ving-cinq personnes ont été blessées.

M. Georges Buchanan, docteur en médecine à Glasgow, nous donne avis que le comité international de secours aux blessés, organisé à Glasgow, a décidé d'envoyer sur le théâtre de la guerre des caisses contenant chacune des vêtements, médicaments et aliments nécessaires à soigner deux blessés pendant quinze jours. Cent de ces caisses vont être expédiées à Calais, avec cette inscription : *Envoi de lord Provost et du comité de Glasgow.*

Merci à ce bon vouloir de l'Ecosse qui nous console de l'aigreur anglaise.

La garde nationale de Marseille a pris l'initiative d'une souscription nationale, pour offrir une épée d'honneur au général Urich, l'héroïque défenseur de Strasbourg.

On souscrit à l'état-major de la garde nationale (ancienne préfecture, rue Montgrand.)

Le montant de chaque offrande ne peut dépasser 50 centimes, afin de conserver à cette souscription son caractère populaire.

Une dépêche de Londres nous annonce que lundi a eu lieu une grande manifestation de 10,000 démocrates anglais exprimant leurs sympathies pour la république française et demandant que l'Angleterre reconnaisse la république et l'aide à obtenir une paix honorable.

Une dépêche de Tours nous annonce que l'on a appris de Hongkong (Chine), à la date du 1^{er} septembre, la recrudescence des hostilités contre les étrangers.

On avait de grandes craintes d'une attaque à main armée.

Le ministre de France avait déclaré qu'il retirait son drapeau si les têtes des mandarins condamnés ne lui étaient pas livrées avant le 31 août.

Nous lisons dans le *Sémaphore* :

Les ballons, au moyen desquels l'armée de Bazaine a tenté de donner de ses nouvelles à la France, ont été beaucoup plus nombreux qu'on ne le pense généralement. En effet, aujourd'hui, sont arrivés à Marseille deux paquets de lettres provenant de tous les corps qui forment le camp de Metz. Un paquet, adressé au préfet des Bouches-du-Rhône, renfermait les correspondances d'un ballon qui est allé tomber à Bâle. Ce paquet portait l'étiquette : seizième ballon. Il renfermait des lettres pour diverses villes de France, lettres qui ont été acheminées à destination par les soins de l'administration des postes de Marseille.

Un autre paquet, adressé à la recette principale des postes de notre ville par la recette de Neufchâteau, nous est également arrivé et a

été distribué dans la journée. Ce second paquet provenait du ballon tombé à Neufchâteau, seul ballon qui nous eût été signalé par la télégraphie.

Toutes les correspondances arrivées par ces deux ballons n'étaient écrites que sur de petits carrés de papier, longs d'environ dix centimètres, sur quatre centimètres de largeur.

LES VOLONTAIRES DE STRASBOURG

Une première légion, constituée par M. Dolfus, a depuis dix jours commencé ses opérations en Alsace. Les événements qui s'accomplissent dans le Haut et le Bas-Rhin restent, quant à présent, lettres closes, et pourtant sur leur sol, dans leur pays, à côté de leurs familles, en face des revanches à chercher sur de stupides envahisseurs, les volontaires de la mort ont dû faire une terrible besogne.

Si Strasbourg agonise sous les terribles efforts de la mitraille, ses enfants lui préparent de sanglantes funérailles. Leur impatience de vengeresses colères s'accroît avec le danger. Paris est menacé, mais Strasbourg est étreint ; les alsaciens résidant à Paris volent à son secours.

Vendredi, à midi, cent nouveaux volontaires partaient de la rue Beauregard, et, en suivant la ligne des boulevards jusqu'à la rue de la Paix, allaient à la place de la Concorde saluer la statue de Strasbourg.

La compagnie se compose de cent hommes vigoureux, qui calmes, réfléchis, froidement résolus, sentaient la gravité de cette démonstration patriotique.

Devant les volontaires marchaient les organisateurs de ce corps franc, MM. Schelcher, ex-représentant du peuple, Dreyfus et Seinguerlet.

La petite troupe a présenté les armes à la statue de Strasbourg.

M. Schelcher a pris la parole pour remercier les volontaires de leur ardent patriotisme.

« Strasbourg a donné l'exemple, la France entière l'admire et Paris l'imitera, soyez-en certain, enfants de l'Alsace ! vous avez à votre tête un capitaine ferme, doux et résolu ; ayez confiance en son expérience, et vous nous faciliter la victoire. Pas de longs discours : en marche, volontaires alsaciens, la République vous délègue le devoir de sauver Strasbourg, pendant qu'elle nous confie le salut de la patrie et la défense de Paris, qui s'ensevelira sous des ruines plutôt que de consentir à se soumettre. »

M. Seinguerlet a prononcé en allemand quelques phrases énergiques, qui ont été saluées par les acclamations de : « Vive la République ! vive la nation ! vive la France ! vive Strasbourg ! »

L'émotion des volontaires était aussi visible que celle des organisateurs, qui avaient, de leurs deniers et par des souscriptions publiques, constitué une compagnie qui sollicitait l'honneur de mourir pour la patrie.

Le capitaine Braun a hâté le départ. Blessé à Reischoffen, à peine guéri, il s'était proposé comme volontaire de la légion des Alsaciens résidant à Paris.

Il n'a pas voulu montrer les douloureuses pensées qui l'assiégeaient. Après avoir reçu l'accolade de Schelcher, il a retrouvé sa voix de commandement et conduit ses chers camarades au chemin de fer d'Orléans.

Que Dieu guide ces vaillants soldats volontaires ! ils sont armés pour soutenir une cause sainte ; ils vont secourir leurs frères écrasés par des bords barbares ; la France n'oubliera pas leur dévouement.

UNE RUSE DES PRUSSIENS

Nous ne dirons pas qu'elles sont cousues de fil blanc, mais elles sont éventées aujourd'hui, et nous sommes payés pour ne plus nous y laisser prendre.

A l'heure qu'il est, les Prussiens cherchent moins à faire le siège effectif de Paris qu'à établir autour de nous un blocus qui nous isole du reste de la France. Il est bon, dès à présent, de faire connaître au public parisien une des ruses qu'ils emploieront, pour que prévenu à l'avance par nous, il ne s'en alarme pas.

L'investissement de Paris opéré, toutes nos communications avec les départements seront interceptées. S'ils ne réussissent pas à le faire, du moins le tenteront-ils ; aussi est-ce sur l'hypothèse d'une réussite que nous basons notre avertissement. Malgré la vigilance du gouvernement il restera des espions prussiens à Paris ; M. de Bismark a pris ses mesures pour ça : il en est plusieurs que la loi ne saurait atteindre, ils se sont fait naturaliser français depuis de longues années.

Paris isolé, les Prussiens laisseront de temps à autre forcer le blocus pour nous faire parvenir des journaux de province, rédigés sous sa direction par des correspondants allemands qui ont longtemps résidé à Paris, et qui connaissent l'esprit impressionnable de notre popula-

tion. Dans ces feuilles qui nous arriveront, qui seront répandues clandestinement, nous trouverons les détails les plus navrants sur la situation des départements ; elles auront pour but de jeter l'alarme parmi nous, et de nous faire accepter toutes les calomnies, tous mensonges que la ruse prussienne pourra inventer.

Le moyen n'est pas nouveau pour eux, il l'employèrent avec succès à Mayence en 1793.

La ville occupée par nous était assiégée par les Prussiens et les Autrichiens. Voici les détails pleins d'enseignement à l'heure qu'il est que donne M. Thiers sur ce siège mémorable :

« Un chat valait six francs, la chair de cheval mort quarante-cinq sous la livre. Les officiers ne se traitaient pas mieux que les soldats, et Aubert-Dubayet, invitant à dîner son état-major, lui fit servir, comme régal, un chat flanqué de douze souris. Les soldats mangeaient des rats et allaient sur les bords du Rhin pêcher les chevaux morts que le fleuve entraînait... Ce qu'il y avait de plus douloureux pour cette malheureuse garnison, c'était la privation absolue de toutes nouvelles. Les communications étaient si bien interceptées, que depuis trois mois elle ignorait absolument ce qui se passait en France... »

Les Prussiens qui avaient pratiqué toutes sortes de ruses, avaient fait imprimer à Francfort de faux *Moniteurs*, portant que Dumouriez avait renversé la Convention, et que Louis XVII régnait avec une régence. Les Prussiens placés aux avant-postes transmettaient ces faux *Moniteurs* aux soldats de la garnison, et chaque fois cette lecture répandait les plus grandes inquiétudes... Alors les représentants et les généraux enfermés dans Mayence, pensant qu'il ne fallait pas pousser les choses au pire, que si on attendait huit jours de plus, on pourrait manquer de tout et être obligé de rendre la garnison prisonnière ; qu'au contraire, en capitulant, on obtiendrait la libre sortie avec les honneurs de la guerre, et que l'on conserverait vingt mille hommes devenus les plus braves soldats du monde sous Kléber et Dubayet, décidèrent qu'il fallait remettre la place.

Le roi de Prusse fut facile sur les conditions : il accorda la sortie avec armes et bagages et n'imposa qu'une condition, c'est que la garnison ne servirait pas d'une année contre les coalisés... »

Telle est la ruse, il était utile de la faire connaître.

Nous ne nous laisserons pas prendre à ces pièges grossiers et appartenant à une autre époque. Toutefois si nous avons tenu à signaler cette manœuvre, c'est parce que nous avons pris que les Prussiens faisaient circuler les villes de l'Est des feuilles mensongères beaucoup trop grossièrement rédigées pour que les populations se laissent influencer par elles.

NOUVELLES DE LYON.

Le conseil municipal de Lyon a décidé que ses séances seront publiques.

Cette mesure sera mise à exécution aussitôt que la grande salle St-Jean aura été disposée à cet effet, c'est-à-dire demain ou après-demain.

Le compte-rendu des séances sera délivré aux journaux.

Trois membres du conseil municipal ont été délégués pour aller à Tours. Ce sont MM. Chépie, vice-président ; Doucet et Fabre.

Ces délégués sont chargés, nous assure-t-on, de présenter au Gouvernement de la défense nationale des projets concernant l'organisation de la force armée à Lyon.

Le général Cluseret est depuis hier à Lyon. Il a été reçu par le Conseil municipal.

A la suite de sa communication, il a été nommé commandant en chef des volontaires lyonnais.

Le général Cluseret se propose d'organiser la défense à l'américaine. On compte beaucoup sur l'influence qu'il exercera sur l'élan patriotique.

Le Conseil municipal de Lyon vient de confirmer la mesure prise par le Comité de Salut public, relative aux établissements religieux. Ces corporations restent d'abord supprimées.

C'est aujourd'hui jeudi, 22 septembre, qu'a lieu le scrutin de ballottage pour les élections du conseil municipal. A cette occasion, la proclamation suivante a été affichée par le commandant supérieur de la garde nationale :

Le commandant supérieur de la garde nationale à ses concitoyens :

Citoyens, En vue des élections partielles au conseil municipal, qui auront lieu jeudi 22 courant, je vous rappelle mon avis du 14, affirmant que le vote doit être libre.

est donc de devoir de chaque citoyen de franchir de toute pression comportant un caractère autoritaire de chefs à subordonnés.

Le commandant supérieur, METRA.

Ampliation : le commandant d'état-major, C. BOUCHU.

Les électeurs du deuxième arrondissement ont procédé, le même jour, à l'élection d'un conseiller municipal en remplacement de M. Bana del, décédé.

Un emprunt de trente millions, voté avant par le Conseil, est divisé en trois séries de millions chaque.

La première série est émise aux conditions suivantes :

Les obligations sont de 500 fr. percevant d'intérêt; elles seront remboursables en dix années à partir de 1873.

Il faut rendre l'emprunt accessible à tout le monde il y aura des coupons de 100 fr.

Un nouveau corps de volontaires s'organise à Lyon; le nom qu'il a adopté est le plus beau : La Légion du désespoir, un corps qui oblige.

La légion forte de 2000 hommes partira, samedi prochain.

Un bon exemple à signaler et à suivre :

Il y a eu question de travailler aux modifications de Lyon, M. Teste, manufacturier à Vaise, a spontanément offert son concours, que les représentants de la ville se sont pressés d'accepter avec reconnaissance. Les ouvriers des ateliers de M. Teste, par lui, sont employés aux travaux de la ville de Lyon. Honneur à ce patriote.

Quatre cents gardes mobiles de l'Isère (section mobile), sont arrivés au camp de Sathonay, pour achever leur éducation militaire.

LA DÉFENSE NATIONALE

Le Sémaphore de Marseille a reçu de nos officiers une communication importante. et qui contient des conseils et des idées éminemment utiles. La

situation actuelle de la France, il est

le meilleur moyen d'obtenir un serait de former immédiatement une

de 400,000 hommes (plus, si c'est possible, en lieux sûrs, c'est à dire à l'abri de

fortes (on doit reconnaître aujourd'hui l'importance de petits corps éparpillés en détail).

Une armée étant formée le plus rapidement possible, 300,000 hommes viendraient livrer

à l'ennemi sous Paris, qui, avec ses hommes existant en France, mais la difficulté d'organiser paraît arrêter une prompt

raison, parce qu'il y a la question d'habillement, d'armement, etc., etc.

Enfin, des milliers d'engagés volontaires aux armes attendent leur habillement; les régiments de ligne sont aussi à bout de ressources,

et ces derniers ont envoyé leurs hommes en campagne avec un effet (la capote); les hommes sont en magasin. Qui empêcherait de leur distribuer, de donner des pantalons de toile, de leur laisser, pour le moment, aux nouveaux incorporés ceux qu'ils possèdent? Ils auraient toujours un vêtement militaire (tunique et ceinture), ils pourraient se battre presque de suite après une courte instruction, et pendant ce temps si précieux, les confections se feraient plus régulièrement plus tard. Ce

il faut de suite, ce sont des combattants; il faut le costume?

Les chassepots qui sont en Algérie, ceux en Algérie, les spahis surtout, pourraient-ils pas être distribués aux troupes appelées à combattre en France? Ne pourrait-on pas envoyer aussi de suite les quatre régiments d'infanterie et les trois bataillons d'artillerie légère d'Afrique à l'armée? Ces hommes surtout regorgent d'anciens sous-officiers, caporaux et soldats, capables d'instruire les recrues et qui, s'ils étaient appelés à marcher, rendraient au pays des services précieux.

Les places du littoral, en Algérie, seraient gardées par la garde nationale sédentaire et celles du sud, par les compagnies de réserve, les malades ou malingres laissés par les différents corps, les spahis, les dépôts des régiments permanents d'Afrique ou enfin la garde nationale mobile.

Une place est bien approvisionnée et a une garnison qui met à l'abri de tout danger l'entative des Arabes, s'ils en avaient

Les 15,000 hommes d'armée régulière, actuellement en Algérie, ajoutés aux dépôts et aux quatre bataillons de France et départis parmi ceux nouvellement levés, seraient un excellent noyau. Tout cela pourrait se faire très-vite en déployant toute l'activité exigée par les circonstances; l'instruction serait faite en détail dans les différents départements, et une fois prêts, tous les corps pourraient être très-rapidement concentrés sur deux ou trois points différents.

Il y a aussi un chiffre considérable d'officiers attachés aux affaires arabes; chaque petit poste a un chef de bureau, deux officiers-adjoints et un interprète qui peut remplacer un officier. Si l'administration civile doit être substituée un jour à l'organisation actuelle, ne pourrait-on pas renvoyer, sinon tout, parce qu'il faut mettre au courant, du moins la plus grande partie de ces officiers qui, pour la plupart jeunes, expérimentés et aptes à faire un service très-actif, seraient d'une si grande utilité dans les régiments.

Nous vous prions, monsieur le rédacteur, de vouloir bien faire connaître ces idées, surtout au gouvernement. Si nous ne l'avons pas fait directement, c'est que nous ignorons dans quelle situation se trouvera Paris quand vous recevrez notre lettre et que nous vous supposons un moyen très-sûr de faire parvenir ces renseignements.

Dans un moment comme celui-ci, chaque Français doit soumettre ce qu'il croit utile; évidemment il y aura beaucoup d'idées absurdes ou impraticables; celles-là n'ont qu'à être mises de côté, mais s'il y en a de bonnes, pourquoi dans l'intérêt général, ne pas les faire connaître? Chacun doit s'efforcer de renseigner en faisant entrevoir tous les moyens qu'il croit utiles dans l'intérêt d'une organisation rapide de l'armée au point de vue des hommes, chevaux, munitions, etc., etc.

Il y a en France beaucoup de gens de cœur, énergiques et intelligents, tendant tous vers un même but: le salut de la Patrie! Malheureusement, personne n'ose émettre ses idées, parce qu'on craint de les voir rejeter, on se borne à causer et à discuter en petit comité; c'est un tort, car c'est en agissant, et non en causant, qu'on obtient un résultat. Du reste, si l'on a dit des absurdités, le mal n'est pas bien grand, et si, au contraire, on a pu être utile, sans ce faire connaître, on est largement récompensé par le service qu'on a pu rendre.

LA CONSTITUANTE

Tableau des Représentants à élire par chaque département.

Ain	7	Marne (Haute-) . . .	5
Aisne	11	Mayenne	7
Allier	7	Meurthe	8
Alpes (Basses-) . . .	2	Meuse	6
Alpes (Hautes-) . . .	3	Morbihan	10
Alpes-Maritimes . . .	4	Moselle	9
Ardèche	8	Nievre	7
Ardennes	6	Nord	28
Ariège	3	Oise	8
Aube	3	Orne	8
Aude	6	Pas-de-Calais . . .	15
Aveyron	8	Puy-de-Dôme . . .	11
Bouches-du-Rhône . .	11	Pyrénées (Basses-) .	9
Calvados	9	Pyrénées (Hautes-) .	15
Cantal	5	Pyrénées-Orientales .	9
Charente	7	Rhin (Bas-)	12
Charente-Inférieure .	10	Rhin (Haut-) . . .	11
Cher	7	Rhône	13
Corrèze	6	Saône (Haute-) . . .	6
Corse	3	Saône-et-Loire . . .	12
Côte-d'Or	8	Sarthe	9
Côtes-du-Nord	13	Savoie	5
Creuse	5	Savoie (Haute-) . . .	5
Dordogne	10	Seine	43
Doubs	6	Seine-Inférieure . .	16
Drôme	6	Seine-et-Marne . . .	17
Eure	8	Seine-et-Oise . . .	11
Eure-et-Loire	6	Sèvres (Deux-) . . .	7
Finistère	13	Somme	11
Gard	9	Tarn	7
Garonne (Haute-) . .	10	Tarn-et-Garonne . .	4
Gers	6	Var	6
Gironde	14	Vaucluse	5
Hérault	4	Vendée	8
Ile-et-Vilaine	12	Vienne	6
Indre	5	Vienne (Haute-) . . .	7
Indre-et-Loire	6	Vosges	8
Isère	12	Yonne	7
Jura	6		
Landes	6	Total	753
Loir-et-Cher	5		
Loire	11		
Loire (Haute)	6		
Loire-Inférieure . . .	12		
Loiret	7		
Lot	6		
Lot-et-Garonne	6		
Lozère	3		
Maine-et-Loire	11		
Manche	11		
Marne	8		
		Total	764

Fait à l'Hôtel-de-Ville de Paris, le 15 septembre 1870.

A NOS SOLDATS VOLONTAIRES

La position de l'ennemi

A ce que j'ai dit déjà sur les petites modifications que doit subir la hausse de la carabine, suivant les circonstances accessoires du tir, je t'ajouterais que ces quelques mots :

L'ennemi n'est pas toujours au même niveau que celui qui le vise; il peut être placé plus haut ou plus bas.

Dans le premier cas, l'inclinaison de l'arme fait parcourir à la balle un chemin plus court; la seconde moitié de ce chemin rapide est plus inclinée vers le sol; il faut alors viser un peu plus haut que le point à atteindre.

Dans le cas contraire, la conclusion est la même; élever légèrement la ligne de mire.

C'est que, lorsque le but est placé dans un bas-fond la course du projectile tend encore à atteindre plus tôt la terre.

Bien entendu, toutes ces modifications apportées dans la visée, que semblait d'abord régler d'une façon absolue la graduation de la hausse, peuvent se combiner à l'infini, suivant que leurs causes existent en même temps en plus ou moins grand nombre.

L'habitude seule peut donner la faculté de tenir compte à la fois de ces causes multiples quelquefois contradictoires.

Et je suppose bien que nombre de franc-tireurs ont dû trouver déjà mainte occasion d'acquiescer cette précieuse faculté.

A. J. DE SALME.

TRIBUNAUX.

LE FUSIL DE DISCORDE.

Le juge des référés a été appelé à statuer sur un différend plein d'actualité, et auquel les graves circonstances que la France traverse en ce moment vient de donner naissance. Les époux Huvier plaident en séparation de corps; le procès est pendant devant le Tribunal civil de la Seine.

Au début de l'instance, une ordonnance de M. le président a autorisé la femme à résider provisoirement au domicile conjugal, situé dans le quartier de l'Opéra. Le mari est allé s'installer aux environs de Paris. En présence de l'invasion prussienne, il veut remplir son devoir de citoyen, et concourir comme garde national à la défense de la patrie. Or, son uniforme civique est resté au domicile conjugal.

M. Huvier a prié sa femme de lui remettre. Elle s'y est refusée. Désespérant de triompher de cette résistance par les voies amiables, il s'est décidé à recourir aux moyens judiciaires. Il sollicite du juge des référés une ordonnance aux termes et sur le vu de laquelle Mme Huvier soit tenue de lui rendre son uniforme de garde national; il demande, en outre, pour l'y contraindre, en cas de refus et si besoin est, l'autorisation de requérir l'assistance du commissaire de police et de la force armée.

Le défendeur répond, par l'organe de Me Chéramy, avoué, que l'uniforme de garde national n'est pas de rigueur actuellement pour les membres de la milice citoyenne. L'art. 3 de l'arrêté rendu le 18 août 1870, par M. le général commandant supérieur de la garde nationale de la Seine, leur permet de porter, à titre provisoire et pendant la durée de la guerre, la tunique et le pantalon de toile bleue, à liseré rouge.

D'ailleurs, Mme Huvier ajoute que sa conduite est motivée et justifiée par les procédés du demandeur qui, condamné à lui restituer des hardes et objets de lingerie à son usage personnel, s'obstine à ne pas exécuter l'ordre de justice.

M^e Delacave, avoué de M. Huvier, soutient que la réclamation de son client est aussi légitime que respectable. L'uniforme retenu malicieusement par la défenderesse ne lui est d'aucune utilité.

Il est, au contraire, indispensable au demandeur qui en a le besoin le plus urgent. En effet, aux termes de l'article 1 de l'arrêté précité, l'uniforme est obligatoire pour les gardes nationaux. Ceux d'entre eux qui, comme M. Huvier, étaient antérieurement inscrits sur les contrôles sont tenus de le porter. La dernière objection élevée par Mme Huvier n'est pas sérieuse. M^e Delacave estime que l'ordonnance à intervenir doit être déclarée exécutoire par provision, nonobstant appel et sur minute, vu l'urgence.

Le juge des référés, considérant que pour justifier son refus de remettre l'uniforme de garde national du demandeur, Mme Huvier prétend n'avoir pu elle-même obtenir de son mari, malgré une décision de justice, la remise des effets dont il a été parlé ci-dessus.

Mais, considérant que ce motif, en le supposant établi, ne pourrait légitimer le refus de

Mme Huvier, qui, pour n'avoir aucun droit de réclamation, ne peut se défendre, sera tenue de remettre immédiatement l'uniforme de garde nationale, faute par elle de ce faire, autorise le demandeur à se mettre en possession dudit uniforme, même avec l'assistance du commissaire de police et de la force armée.

NOUVELLES DIVERSES

TERRIBLE ACCIDENT DE CHEMIN DE FER EN ANGLETERRE

Un terrible accident est arrivé, avant-hier matin sur la ligne de Londres, vers le nord-ouest, à un train allant de Custon à Hobyhead.

Il était quatre heures du matin, à l'environ deux ou trois cents mètres au-delà de la station du nord-ouest, du côté de Londres. A cet endroit passe, à un niveau un peu plus élevé, la ligne de Midland Company, dont la station se trouve un peu au-dessus de celle du nord-ouest.

La ligne de Londres au nord-ouest, passe par-dessus la rivière du Trent, sur un solide pont de pierres.

A côté du pont s'élève un massif en pierres, avec les aménagements en bois et en terre qui termine une petite ligne de manœuvre à côté de la grande.

Or, le train-poste, qui arrivait à ce moment à la gare, qu'il ne faisait que traverser, se trouvait, on ne sait comment, engagé sur la petite ligne.

La tête du convoi, lancé avec une grande rapidité, donna dans le terre-plein qui n'était pas la force de résister au choc.

Tout céda, et le train fut précipité dans la rivière, entraînant avec lui pierres, bois, terre, etc.

La locomotive tourna à droite et fut renversée contre le pont, il en fut de même du tender; la voiture suivante était à moitié dans l'eau; les roues et les bas sur le pont à moitié fracassé.

Un wagon garde-frein et deux voitures de poste suivaient, elles étaient encore plus maltraitées; trois autres voitures complétaient le train; la première avait le devant enfoncé et et tous ses carreaux brisés.

Le train, comme on voit, n'était composé que de sept voitures, contenant en tout 27 voyageurs.

On se figure aisément quel spectacle terrifiant présentait le lieu de l'accident.

Les hommes de service qui se trouvaient à la gare se précipitèrent au secours des voyageurs; le chauffeur et le mécanicien devaient être morts.

Des trois prêtres qui se trouvaient dans le train, l'un avait disparu dans l'eau, un autre nageait et cherchait à gagner le bord.

A côté du massif dont nous avons parlé, la Compagnie a fait établir un réservoir d'eau. Deux voyageurs y furent précipités; ils purent, grâce à leurs efforts, saisir un morceau de bois flottant qui les aida facilement à sortir de l'eau; le prêtre parvint également à sortir du courant de la Trent.

Tous trois étaient plus ou moins blessés. Le troisième prêtre, qui était placé dans la dernière voiture, en fut quitte pour quelques écorchures, de même que quelques autres personnes avec lui.

Le chef des constables de Northampton échappa avec quelques contusions. Sa femme et sa fille avaient la figure fortement déchirée.

Le conducteur fut retrouvé quelques instants après l'accident, dans l'eau, à côté de sa machine; il vivait encore, mais il expira un peu après que le médecin fut arrivé pour donner des soins.

Le président de la Compagnie, M. Moss, prévenu, ne tarda pas à arriver; il présida aux derniers travaux du sauvetage.

La scène, avec les wagons détruits, brisés en morceaux, l'aspect des cadavres, les plaintes des blessés, tout formait un spectacle terrible et navrant.

Les cadavres furent transportés à l'hôpital sin de la station; les blessés dans d'autres hôpitaux.

Trois morts, sept blessés, tel est le bilan douloureux de cet accident qui, grâce au nombre restreint de voyageurs, n'a pas causé de malheurs plus considérables.

L'accident est attribué à l'erreur d'un signaleur qui s'est trompé sur la valeur d'un signal télégraphique.

Pour tous les articles, s'adresser à M. SYBARD.

Imprimerie P. Mougin-Rusand.